



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 25 – Semaines du 14 au 25 février 2022

SOMMAIRE

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Le gouvernement lance un programme d'appui à l'exploitation minière artisanale.
- ❖ La déforestation progresse dans les unités de conservation en Amazonie.
- ❖ Plus de 90% des défrichements de terres pour la production de soja sont illégaux dans l'État du Mato Grosso.
- ❖ Une nouvelle version du programme *Guardiões do Bioma* devrait voir le jour pour combattre les crimes environnementaux en Amazonie.

Énergie

- ❖ Le processus de privatisation de l'entreprise publique Eletrobras franchit deux étapes importantes.
- ❖ En 2021, 5,6% de la demande mondiale en équipements solaires a émané du Brésil.

Infrastructures & Transports

- ❖ Le nouveau cadre juridique ferroviaire a déjà abouti à 22 nouveaux projets de chemins de fer.
- ❖ Alstom assurera la mise en place des systèmes de contrôle et de sécurité de l'extension de la ligne 13 du train métropolitain de São Paulo.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Les mises en concession dans le secteur de l'eau et de l'assainissement s'étendent aux villes de moins de 50 000 habitants.

Et Aussi

- ❖ Les contrats de concession déjà actifs pourraient permettre la réalisation de 78 Mds BRL (13,8 Mds EUR) d'investissements en 2022.



Amazonie & Biomes brésiliens

Le gouvernement lance un programme d'appui à l'exploitation minière artisanale

Le président Jair Bolsonaro a signé le **décret n°10 966**, publié au journal officiel le 14 février, qui **instaure un programme d'appui au développement de l'exploitation minière artisanale de petite échelle, le « Pro-Mape »**. L'objectif de ce programme sera notamment de **promouvoir ces activités, essentiellement dans la région amazonienne**, et de consolider le cadre réglementaire dans ce sens. À cet égard, **le texte crée également une commission interministérielle (Comape)**, coordonnée par le ministère des Mines et de l'Énergie, chargée d'exécuter le Pro-Mape et d'orienter l'évolution des politiques publiques afin de développer ce secteur. **Ce décret fait l'objet de vives critiques** et certains membres du Congrès ont entamé une procédure de demande de retrait dès le lendemain de sa parution. Le texte est vu par ses détracteurs comme une **porte d'entrée vers la légalisation de l'exploitation minière illégale, a fortiori en Amazonie légale**, déjà très exposée à ces activités fortement dommageables pour l'environnement. Selon une étude de l'Instituto Escolhas, publiée en février 2022, **54% de l'or illégal exporté par le Brésil dans les 6 dernières années provient d'Amazonie**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

La déforestation progresse dans les unités de conservation en Amazonie

La déforestation dans les unités de conservation (UC) gérées par les États de la région amazonienne a augmenté progressivement depuis 2018 et a atteint 690 km² en 2021, dépassant de 36% les 507 km² déboisés dans les UC sous gestion fédérale. Une enquête menée par l'ONG Imazon, montre que **les UC de ces États ont perdu 1 766 km² de forêts entre 2019 et 2021**. L'unité la plus touchée est celle de **Triunfo do Xingu**, créée en

décembre 2006 dans l'État du Pará, dans laquelle 532 km² de végétation ont été perdus en 2021. **Les unités de conservation les plus touchées par le phénomène sont celles dites « d'usage durable »** (par opposition aux unités « de protection intégrale ») où **certains types d'activités économiques sont autorisés** et où il serait alors plus facile de **contourner les opérations de contrôle**. Parallèlement à cette tendance, **des projets réglementaires visant à réduire la superficie des unités de conservation ont émergé ces dernières années au sein d'assemblées parlementaires étatiques de la région amazonienne**. C'est notamment le cas de celle du Rondônia qui a approuvé une décision en ce sens en mai 2021. (Article [ici](#))

Plus de 90% des défrichements de terres pour la production de soja seraient illégaux dans l'État du Mato Grosso

Selon une enquête de l'Instituto Centro de Vida, **entre août 2008 et juillet 2019, 92% de la déforestation dans les exploitations de soja du Mato Grosso serait illégale** – non autorisées par le code forestier brésilien ou non déclarée auprès des autorités de contrôle environnemental. Les chercheurs soulignent **que plus de 50% de la déforestation ainsi identifiée concerne seulement 176 propriétés**, qui représentent, pour la plupart, de grandes exploitations de plus de 1 500 hectares situées dans le biome du Cerrado. Ce dernier est très exposé à la déforestation croissante de ces dernières années. **En 2021, 8 531 km² ont été défrichés dans ce biome de 2 M km²**. La même année, 11 707 km² ont été déboisés en Amazonie, qui fait pourtant plus du double de la taille du Cerrado (4,2 M km²). Pour lutter contre ces pratiques, le gouvernement fédéral a la capacité de placer ces exploitations sous embargo et ainsi d'interdire toute commercialisation de leurs productions. **Pour autant, cette disposition n'aurait**

été appliquée qu'à 30% des propriétés productrices de soja dans lesquelles de la déforestation illégale a été observée. (Article [ici](#))

Une nouvelle version du programme *Guardiões do Bioma* devrait voir le jour pour combattre les crimes environnementaux en Amazonie

Le ministre de l'environnement, Joaquim Leite, a annoncé le 14 février que **le gouvernement fédéral présentera un renforcement du programme *Guardiões do Bioma* (Gardiens du Biome) pour lutter contre les crimes environnementaux dans la région amazonienne.** Actif depuis juillet 2021, ce dispositif, qui vise à combattre les incendies, l'exploitation minière illégale et la déforestation,

repose sur une **action interministérielle permettant de mobiliser de manière conjointe des effectifs** du corps des pompier militaires, des polices civiles, militaires et fédérales, ainsi que des organes de contrôle environnemental (IBAMA et ICMBio). Selon M. Leite, **10 bases permanentes seront mises en place en Amazonie** pour asseoir une présence géographique et faciliter les opérations de terrain, et la coordination entre les différents organes sera renforcée. D'après le gouvernement fédéral, ce programme a mobilisé plus de 8 500 agents et mené 784 actions de lutte contre la déforestation illégale depuis son instauration. Cela n'a pas été suffisant pour ralentir la déforestation en Amazonie légale, laquelle a augmenté de 22% entre 2020 et 2021 selon les données de l'Institut National des Recherches Spatiales. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Énergie

Le processus de privatisation de l'entreprise publique d'électricité Eletrobras franchit deux étapes importantes

Une semaine après l'approbation, par le Tribunal des Comptes de l'Union (TCU), des études techniques pour la privatisation d'Eletrobras, les actionnaires de la compagnie publique brésilienne d'électricité ont **approuvé, mardi 22 février, son processus de privatisation.** Ils ont validé **une augmentation du capital social d'Eletrobras** visant à réduire **la participation de l'État brésilien de 70% à 45%**, **la création de l'entreprise ENBPar** qui contrôlera le barrage hydroélectrique binational d'Itaipu et l'entreprise Eletronuclear, ainsi que l'octroi au gouvernement fédéral **d'un droit de veto** sur les questions de gouvernance du groupe. **Le montant de la recapitalisation s'élèverait à 67 Mds BRL (11,8 Mds EUR)**, ce qui correspond au bénéfice actualisé estimé de l'entreprise pour les 30 prochaines années. Sur cette base, il s'agit à présent de **définir la valeur des actions d'Eletrobras, qui seront émises à la**

bourse de São Paulo. Le TCU aimerait valider cette étape dès le mois de mars. Alors que cette privatisation est une priorité du gouvernement actuel, ce dernier **souhaite voir le projet aboutir avant le mois de mai, faute de quoi il pourrait être reporté voire remis en question au terme des futures élections présidentielles.** (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

En 2021, 5,6% de la demande mondiale en équipements solaires a émané du Brésil

D'après une enquête du cabinet Greener, **le marché brésilien de l'énergie solaire a représenté 5,6% de la demande mondiale en modules photovoltaïques sur 2021.** La demande du marché brésilien en panneaux a **dépassé 9,7 gigawatts (GW)** alors que la demande mondiale était de 172,6 GW. **L'augmentation des tarifs de l'énergie en 2021 – notamment liée à la crise hydrique –, couplée à la mise en place d'un nouveau cadre juridique** visant à faciliter l'autoproduction d'énergie

renouvelable (Loi n°14.300/22) expliquent la forte demande brésilienne en panneaux solaires. Selon l'Agence Nationale de l'Énergie Électrique (ANEEL), **un peu plus d'1% (environ 900 000) des 86 M d'unités de consommation d'énergie** (ménages ou entreprises) du pays a recours à de la production solaire décentralisée, **essentiellement afin de réduire le montant des factures d'électricité**. Cette

tendance à la hausse s'est confirmée malgré l'augmentation du prix des matières premières, la forte demande de composants et le taux de change défavorable, ayant conduit à une augmentation de près de 50% entre 2020 et 2021 du prix des panneaux photovoltaïques au Brésil et affaiblissant les capacités d'approvisionnements. (Article [ici](#) ; Loi [ici](#))



Infrastructures & Transports

Le nouveau cadre juridique ferroviaire a déjà abouti à 22 nouveaux projets de chemins de fer

Le nouveau cadre juridique pour les chemins de fer est entré en vigueur en décembre 2021, ouvrant un nouveau régime d'attribution de marchés pour la construction de nouvelles voies ferrées ou l'exploitation de tronçons sans activité. En plus du processus concurrentiel par appel d'offres, **il est désormais possible à des acteurs privés d'initier eux-mêmes des projets de cette nature, par un simple système d'autorisation du gouvernement fédéral**. Depuis fin 2021, ce dernier a déjà **approuvé 22 projets de construction de chemins de fer, totalisant 6 880 km d'extension et 102 Mds BRL (17,3 Mds EUR) d'investissements**. 57 autres demandes sont en cours d'analyse, portant le potentiel d'investissements à 240 Mds BRL (40,6 Mds EUR). **Le ministre des Infrastructures, Tarcisio de Freitas, a annoncé vouloir atteindre un doublement (de 20% à 40%) de la part du transport ferroviaire dans la logistique globale du pays au cours des 15 prochaines années**. Malgré l'engouement de l'Union, un certain scepticisme persiste parmi les acteurs du secteur. Nombre d'entre eux soulignent les **incertitudes concernant la capacité effective des entreprises à obtenir les autorisations environnementales requises et à**

financer les travaux, alors qu'elles portent seules l'intégralité des risques liés à ces nouveaux projets. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Alstom assurera la mise en place des systèmes de contrôle et de sécurité de l'extension de la ligne 13 du train métropolitain de São Paulo

Alstom a été choisie par la Compagnie des trains métropolitains de São Paulo (CPTM) pour assurer la conception, la fourniture, la mise en œuvre du nouveau système de contrôle et de sécurité (caméras, logiciels) pour le tronçon Luz-Barra Funda de la ligne 13-Jade. La valeur totale du contrat est fixée à **43 M BRL (7,3 M EUR)**, pour une durée de 36 mois. Il inclut également quelques équipements de signalisation sur les **lignes 11-Coral et 12-Safira**. Ce contrat s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement de l'État pour **prolonger la ligne 13 de l'aéroport international de Guarulhos jusqu'au centre de la capitale de l'Etat de São Paulo**. Des travaux d'extension de la ligne, débutés en août 2021, devraient s'achever en 2024. (Articles [ici](#) et [ici](#))



Eau, Assainissement, Déchets

Les mises en concession dans le secteur de l'eau et de l'assainissement s'étendent aux villes de moins de 50 000 habitants

Après les enchères emblématiques de 2021 dans le secteur de l'eau et de l'assainissement – dont notamment celles de Rio de Janeiro et des États de l'Amapá et de l'Alagoas – **les municipalités de plus petite taille devraient être davantage représentées dans les mises en concessions prévues sur les prochains mois**. Sous l'impulsion du nouveau cadre réglementaire, **23 nouveaux appels d'offres devraient être lancés dans le pays en 2022 et 2023, dont 12 dans des villes de moins de 50 000 habitants**, selon l'Association Brésilienne des Concessionnaires Privés de Services Publics d'Eau et

d'Assainissement (Abcon). Le volume d'investissements prévu pour développer les services d'eau et d'assainissement dans ces petites municipalités est estimé à plus de **22 Mds BRL (3,8 Mds EUR) au cours des 30 ou 35 prochaines années**. Parmi les principaux projets se distinguent les concessions de Goianira (Goiás), São Miguel do Guaporé (Roraima), Anapu (Pará), Santa Cruz das Palmeiras (São Paulo) et Rosário Oeste (Mato Grosso). Après une année 2021 ayant déjà permis d'asseoir 32 Mds BRL (5,7 Mds EUR) de nouveaux investissements dans ce secteur, le cabinet de conseil Inter.B prévoit que **les contrats à venir en 2022 pourront permettre d'engager un nouveau montant supérieur de 18% à ce chiffre**. (Article [ici](#))

&+ Et Aussi

Les contrats de concession déjà actifs pourraient permettre la réalisation de 78 Mds BRL d'investissements en 2022

Le Secrétariat pour la Politique Économique (SPE) du ministère de l'Économie estime à **78 Mds BRL (13,8 Mds EUR) le volume des investissements qui seront réalisés en 2022**, par le biais des mises en concession déjà signées dans le cadre du Programme de Partenariat d'Investissement (PPI) les années précédentes. Les secteurs du **pétrole, du gaz et des transports** représentent plus de la moitié de ce montant. Il s'agit de contrats à long terme, la plupart pour **20 ou 30 ans**, qui incluent des plans

d'expansion dans les projets accordés. Au total, les investissements à réaliser sur la durée de ces contrats s'élèvent à **825 Mds BRL (146 Mds EUR), et devraient atteindre 1 300 Mds BRL (228,6 Mds EUR)** en considérant les enchères prévues pour 2022. Les **78 Mds BRL correspondent à 1% du PIB** et à plus du double de ce qui a été investi l'année dernière. Le ministère explique cette progression par **l'amélioration des cadres juridiques** (par exemple dans le secteur ferroviaire et de l'assainissement) et **l'expansion des investissements privés**. (Article [ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,
Chef du Service Économique Régional de Brasília
Rédacteurs : Mathieu RIVALLAIN, Rémi FALLON, Julia GUIMARÃES
François-Xavier FLAMAND, Hugo DAUBIÉ
Pour s'abonner : mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr
remi.fallon@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : [©marchello74](#)